



**PRÉFET
DE LA RÉGION
GUADELOUPE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt**

**COMMISSION DÉPARTEMENTALE DE LA PRÉSERVATION
DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS (CDPENAF)**

**Avis rendu par la CDPENAF en sa séance du 23/10/25
sur le projet de schéma de cohérence territoriale (SCOT) arrêté le 24 juillet 2025**

En application de l'article L.112-1-1 du code rural et de la pêche maritime et de l'article L.143-20 du code de l'urbanisme, la CDPENAF, en sa séance du 23 octobre 2025, émet un avis favorable sur le projet de schéma de cohérence territoriale arrêté le 24 juillet 2025 assorti de la recommandation suivante :

Nécessité de différencier la consommation d'ENAF et l'artificialisation des sols.

Il est rappelé que, sur la période 2031-2050, la deuxième phase de la loi Climat et Résilience consiste à atteindre l'objectif de Zéro Artificialisation Nette en 2050, mesurée avec des données, non plus de consommation d'espaces, mais d'artificialisation du sol. L'atterrissage à 2050 reste donc à préciser, la trajectoire étant fondée sur deux tranches de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) de 10 ans : 2025-2035 & 2035-2045.

La trajectoire de la CANGT prévoit la consommation de 227 ha d'ENAF, sans territorialisation précisée dans les documents du SCOT. L'intercommunalité et ses communes membres devront, dans leurs choix de développement, veiller à intégrer les enjeux de préservation de la biodiversité et à éviter, autant que possible, les espaces naturels d'intérêt écologique majeur, en particulier les secteurs à forte valeur agronomique, les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques du territoire.

Par ailleurs, en cas d'aménagement entraînant des impacts résiduels, il convient de rappeler la nécessité de mettre en œuvre la séquence « Éviter, Réduire, Compenser » (ERC), conformément à l'article L.110-1 II du Code de l'environnement. Les effets négatifs sur les continuités écologiques ou les milieux naturels devront, le cas échéant, faire l'objet de mesures de compensation adaptées et proportionnées.

Le directeur adjoint de l'alimentation,
de l'agriculture et de la forêt


François LETOUBLON

